

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité Administrative
Bât A
24016 Périgueux

Périgueux, le 27/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SARL DES ETABLISSEMENTS DELORD ET FILS

186 Chemin de la Tonnellerie
Lieu-dit BOURGOGNE
24350 Tocane-Saint-Apre

Références : DD/UbD24-47/094/2025

Code AIOT : 0005205497

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2025 dans l'établissement SARL DES ETABLISSEMENTS DELORD ET FILS implanté 186 Chemin de la Tonnellerie Lieu-dit BOURGOGNE 24350 TOCANE-SAINT-APRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL DES ETABLISSEMENTS DELORD ET FILS
- 186 Chemin de la Tonnellerie Lieu-dit BOURGOGNE 24350 TOCANE-SAINT-APRE
- Code AIOT : 0005205497
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DELORD et Fils, située sur la commune de Tocane-Saint-Apre, est une usine de première transformation de bois de chêne frais pour la fabrication de charpentes et de douelles (ou merrains pour la fabrication de tonneaux de vins).

Cette société, créée en 1933, est spécialisée dans le débit de chêne.

L'arrêté préfectoral n° 24-2016-10-27-004 du 27 octobre 2016 a enregistré la société DELORD et Fils à exploiter, sur la commune de Tocane Saint Apre, au lieu-dit «Bourgogne», une usine de première transformation de bois dont les activités constituent des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesures de bruit	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 48 I et III	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures de bruit n'ont pu être réalisées au cours de cette campagne de broyage de bois. Elles devraient être réalisées au cours de la prochaine campagne de broyage qui doit avoir lieu en juin 2025.

En attendant, l'exploitant devra déterminer s'il souhaite poursuivre ou non, cette activité de broyage du bois à l'aide du broyeur mobile AXTOR 6210.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 48 I et III		
Thème(s) : Risques chroniques, nuisances sonores		
Prescription contrôlée :		
I. Valeurs limites de bruit :		
Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée(incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures;sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heure; ,ainsi que les dimanches et jours fériés

Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

III. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores :

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

Constats :

Suite à la visite de l'inspection du 15 janvier 2025, l'exploitant avait programmé des mesures du niveau de bruit au cours du mois de mars 2025 lors de la prochaine campagne de broyage de bois. Cependant ces mesures ont dû être annulées en raison des conditions météorologiques qui ne répondaient pas à la norme en vigueur.

En parallèle, l'exploitant a informé l'inspection d'une avarie au niveau du retord.

Toutefois, l'inspection a constaté la présence du broyeur mobile et a noté qu'il s'agissait d'un broyeur de type AXTOR 6210 et d'une puissance de 430 kW.

L'inspection rappelle que ce broyeur ne fait pas partie de la demande d'enregistrement initiale.

Conformément à l'article R512-46-23 II, toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Si l'augmentation est au-delà du seuil du régime de l'enregistrement, une nouvelle procédure d'enregistrement sera demandée.

Le seuil du régime de l'enregistrement pour l'activité du travail du bois est de 250 kW. Le Broyeur ayant une puissance électrique de 430 kW, l'inspection considère qu'il s'agit d'une modification substantielle et qu'un nouveau dossier d'enregistrement doit être déposé par l'exploitant afin de régulariser la situation administrative du broyeur mobile.

Si l'exploitant décide de ne pas régulariser cette activité, il devra procéder à une cessation d'activité partielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra régulariser la situation administrative du broyeur mobile.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 6 mois